

Annexe I – Prescriptions applicables dans le périmètre de protection rapprochée des captages FE1et FE2 de la Forêt de la Perthe

Il s'agit d'éviter toute activité et tout aménagement qui permettent l'infiltration, dans la zone d'alimentation proche du champ captant, de produits susceptibles d'altérer la qualité de la ressource.

I. Activités interdites :

I.1. Travaux souterrains :

Sont interdits :

- **la création de puits et forage**

Seule la collectivité, en cas de nécessité, pourrait engager des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation de la ressource. Les éventuels puits existants sont à recenser et à neutraliser dans les règles de l'art pour éviter toute infiltration. Tout nouveau forage privé est interdit. Les piézomètres existants réalisés dans le cadre des recherches en eau et des études hydrogéologiques associées sont à neutraliser ou devront faire l'objet d'un programme de conservation et de sécurisation adapté.

- **les sondages géotechniques et autres**, exceptées les interventions nécessaires à l'intérêt général et confiées à des entreprises compétentes, informées de la présence du champ captant du COPE de la Forêt de la Perthe. Les autres interventions sont à interdire à moins d'être considérées dans le cadre d'un projet global d'aménagement porté par une collectivité. Dans ce cas, l'autorité sanitaire appréciera l'intérêt de recueillir l'avis d'un hydrogéologue agréé.
- **l'ouverture et l'exploitation de carrières, les terrassements profonds (> 2m)...**

I.2. Stockages et dépôts :

Est interdite :

- **l'installation de dépôts de produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (déchets domestiques, industriels, agricoles.. solides ou liquides).**

L'interdiction vise à ne pas laisser s'installer des points de pollution pérennes ou occasionnels. Les cuves apportées dans le périmètre de protection rapprochée - pour répondre à des besoins ponctuels et momentanés (traitements, travaux...) - devront être disposées dans des bacs de rétention visibles et d'une capacité égale à celle du stockage.

I.3. Canalisations :

Est interdite :

- **la pose de canalisations destinées aux fluides**, excepté celles spécifiquement liées à l'exploitation des eaux du champ captant.

I.4. Rejets liquides :

Sont interdits :

- **les rejets d'eaux usées domestiques non traitées**
- **les rejets d'eaux usées industrielles non traitées**
- **les épandages agricoles :** épandage d'azote organique liquide (boues, jus, lisiers, fumier, résidus de l'industrie agroalimentaire...) à l'exception des vinasses.

Seule l'utilisation des engrais chimiques est autorisée pour la fertilisation des cultures afin de contrôler au mieux la dose des éléments épandus. Les produits organiques, contrôlés, hygiénisés après compostage, sont acceptables. Les parcelles agricoles (et sylvicoles) incluses dans le périmètre de protection rapprochée ne peuvent pas entrer dans un plan d'épandage d'eaux usées d'origine agricole, domestique ou industrielle.

- **les infiltrations directes d'eau de ruissellement :** l'infiltration doit s'effectuer par le biais de fossés et de noues enherbés. L'irrigation par des canalisations aériennes est envisageable sur les parcelles agricoles.

I.5. Constructions :

Sont interdites :

- **les constructions d'immeubles d'habitation, à usage industriel et commercial**
- **les constructions à usage agricole**
- **les autres constructions (cimetières, camping, déchetteries, nouvelles voies de circulation...)**

Seules les constructions nécessaires au service de l'eau pourront être autorisées.

I.6. Activités agricoles :

Sont interdits :

- **l'abreuvement du bétail**
- **le drainage agricole**
- **la création de fossés**
- **le pacage des animaux,** à l'exception du pacage des animaux participant à l'entretien de la forêt de la Perthe, de mai à septembre.

I.7. Activités forestières :

Est interdit :

- **le défrichement de la forêt de la Perthe et des haies existantes.**

Les éventuelles places de stockage de bois avec traitement, de parcage du matériel d'exploitation et des engins de retournement utiles à l'exploitation sylvicole doivent être aménagées en dehors des limites du périmètre de protection rapprochée.

I.8. Activités diverses :

Sont interdits :

- **les rassemblements et les manifestations** : rassemblements même temporaire de communautés nomades, organisation de manifestations de plein-air (spectacles, événements sportifs, rencontres et circuits de sports mécaniques ...),
- **le camping et le stationnement de caravanes**, sur la base des prescriptions relatives au traitement des eaux usées

II. Activités réglementées :

Il s'agit d'éviter que les installations et les aménagements existants portent indirectement atteinte à la qualité de la ressource en générant des pollutions accidentelles.

II.1. Travaux souterrains :

Sont réglementés :

- **le curage des fossés** : le curage des fossés existants est à limiter à l'évacuation des seuls dépôts terrigènes. Leur recalibrage est à encadrer pour éviter les infiltrations rapides vers l'aquifère. Ils ne peuvent donc pas être surcreusés. Sur ce même principe, les fossés des voies communales sont à maintenir enherbés pour assurer une décantation et une fixation des pollutions accidentelles.
- **les terrassements (< 2m)** : les travaux de terrassements sont à limiter et, dans la mesure où ils diminuent la protection naturelle de l'aquifère, leur réalisation, si elle était explicitement autorisée, devrait s'accompagner de propositions de réduction des impacts de l'intervention, et d'une remise en état après travaux. L'ARS appréciera au cas par cas l'intérêt de demander un avis d'hydrogéologue agréé.
- **le remblayage de fouilles, carrières, excavations, etc.** : autorisé avec des matériaux naturels ou strictement reconnus comme inertes.

II.2. Stockages et dépôts :

Sont réglementés :

- **les dépôts de produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (déchets domestiques, industriels, agricoles.. solides ou liquides)** : les stockages et dépôts de cette nature existants et non recensés sont à déplacer en dehors de la zone de protection rapprochée. Les cuves à carburant nécessaires aux forages d'irrigation existants sont à évacuer ou sécuriser sans délai (cuves de rétention de capacité égale et abritées des eaux de pluie notamment).
- **l'utilisation de la plateforme de stockage de betteraves** : elle peut être utilisée sous les conditions suivantes :

- Les véhicules chargeant/déchargeant les betteraves sur la plateforme devront être équipés de kit antipollution ;
- En cas de déversement accidentel d'hydrocarbures sur le sol ; utilisation du kit antipollution avec mise en place des absorbants, puis mise en sacs plastiques de ceux-ci ; recueil et mise en sacs étanches des sols souillés.
- Mise en place d'un réseau d'alerte et de secours en concertation avec les autorités compétentes.

II.3. Canalisations hors alimentation en eau potable :

- Dans l'hypothèse où la pose de nouvelles canalisations était autorisée pour des besoins d'intérêt général, celles-ci seraient soumises à un devoir régulier de contrôle de l'étanchéité (tous les 2 ou 3 ans par exemple). Les canalisations d'irrigation posées sur le sol ne sont pas concernées.

II.4. Activités agricoles :

Sont réglementés :

- **l'irrigation** : les installations d'irrigation existantes sont à sécuriser (bac de rétention des réservoirs d'hydrocarbures, étanchéité des têtes de puits, protection contre les accidents...). Le bilan annuel des prélèvements privés et publics est à analyser par l'autorité administrative qui pourra le cas échéant modifier à la baisse les autorisations accordées. Les éventuelles demandes de modification des autorisations existantes sont à étudier avec soin sur la base d'une étude d'impact des prélèvements cumulés du secteur sur la production du champ captant et sur les risques d'altération de la qualité des eaux souterraines.
- **le traitement des cultures et l'utilisation de produits phytosanitaires** : la préoccupation porte sur l'utilisation des produits phytosanitaires nécessaires à l'agriculture. Les observations actuelles montrent le faible impact de l'utilisation des phytomolécules sur le bassin d'alimentation du champ captant. Pour autant la détection d'un pesticide dans les analyses montre que le risque existe. La profession doit être avertie de la sensibilité du milieu et les exploitants doivent s'engager à produire le détail de leurs itinéraires techniques à la collectivité dans le cas où les analyses révéleraient une évolution négative de la qualité de la ressource exploitée.
- **la création de maraîchage, de serres, de pépinières, etc.** : l'installation de ces activités est envisageable en prenant les dispositions relatives à la protection des eaux souterraines (notamment pour la gestion des intrants).
- l'évolution de parcelles en culture vers la prairie ou le boisement est encouragée.

II.5. Activités forestières :

Est réglementé :

- **l'exploitation sylvicole** : le massif de la Garenne de la Perthe est soumis à un plan de gestion associé à son classement en zone Natura 2000.

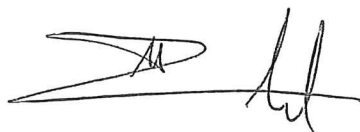
II.6. Activités diverses :

Sont réglementés :

- **les déversements accidentels** de substances susceptibles d'altérer la qualité des eaux, survenus dans le périmètre de protection rapprochée, devront être suivis, dans les meilleurs délais, d'une récupération des écoulements et d'un décapage des terres imbibées.
- **l'aménagement des chemins** : les chemins de desserte qui traversent le périmètre de protection rapprochée doivent être entretenus régulièrement pour éviter la formation d'ornières. L'écoulement et la stagnation des eaux de ruissellement sur les chemins sont à contrôler, et à aménager, pour qu'en cas de pluie importante, ou d'accident de véhicules, les eaux ne rejoignent pas l'aquifère. La recharge des voies se fera en matériaux reconnus et contrôlés inertes.
- **la création de voies de circulation** : l'aménagement de nouvelles routes et de nouveaux chemins est à éviter. Le tracé de nouvelles voies d'exploitation forestière entre dans cette catégorie.

A TROYES, le 28 MARS 2017

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

A CHALONS-EN-CHAMPAGNE, le 28 MARS 2017

Pour le Préfet
~~Le Secrétaire Général~~

Denis GAUDIN

Annexe II – Prescriptions applicables dans le périmètre de protection éloignée des captages
FE1 et FE2 de la Forêt de la Perthe

Il n'y a pas d'interdictions dans les limites du périmètre de protection éloignée. Les activités particulières sont réglementées et soumises à un accord de l'administration sanitaire.

- **Les dépôts et stockages :** dans le contexte du champ captant du COPE de la Forêt de la Perthe, la durée des dépôts de matières fermentescibles en bout de champs avant leur valorisation sur les cultures est limitée à 3 mois.
- **L'irrigation :** les nouveaux projets sont soumis à la production d'une étude d'impact des prélèvements cumulés du secteur sur la production du champ captant et sur les risques d'altération de la qualité des eaux souterraines.

A TROYES, le 28 MARS 2017

A blue ink signature consisting of a stylized 'A' followed by a vertical line and a loop.

A CHALONS-EN-CHAMPAGNE, le 28 MARS 2017

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Denis GAUDIN